



La France perd du terrain sur un marché turc florissant

Laure Marchand

14/02/2008 | Mise à jour : 13:51 |  Commentaires  1

Appels d'offres publics, exportations, les Français paient le refroidissement des relations diplomatiques.

Istanbul

L'exhortation de Laurence Parisot ne suffira sans doute pas à renverser la tendance. Vendredi dernier, de Bruxelles, la présidente du Medef a appelé « nos homologues turcs » à ne pas ostraciser les entreprises françaises en préjugant des résultats de la candidature d'adhésion d'Ankara à l'Union européenne. « Ne nous empêchons surtout pas, d'un côté et de l'autre, de travailler ensemble », a-t-elle plaidé.

Cet encouragement est intervenu trois jours après l'annonce officielle de l'entrée de l'allemand RWE comme sixième partenaire dans le consortium du Nabucco. La Turquie a mis son veto à la participation de Gaz de France à ce projet de gazoduc qui doit relier la mer Caspienne à l'Union européenne, via la Turquie. Faisant ainsi payer au gazier français la nette détérioration des relations politiques entre les deux pays.

Amorcée en octobre 2006, avec le vote à l'Assemblée nationale d'un texte visant à pénaliser la négation du génocide arménien, cette mésentente se nourrit désormais de l'hostilité affichée de l'Élysée à l'entrée de la Turquie dans l'UE. « Pour le Nabucco, Ankara nous a très clairement mis des bâtons dans les roues, il y a eu une volonté manifeste de lancer un avertissement », reconnaît une source proche du dossier.

« Cela fait bien longtemps qu'aucune entreprise française n'a remporté en direct un appel d'offres public turc », s'inquiète le président de la chambre de commerce française en Turquie. Ainsi, Eurocopter, filiale d'EADS n'a pas été retenu par Ankara pour fournir cinquante hélicoptères de combat à l'armée turque, qui lui a préféré l'italien Agusta Westland en mars 2007. Quant à Gaz de France, talonné encore une fois par RWE et le russe Gazprom, il se retrouve outsider dans la course à la privatisation du réseau de distribution de gaz d'Ankara, dont l'appel d'offres est programmé pour la mi-mars.

Concurrence italienne

Enfin, le nucléaire constitue une autre victime collatérale potentielle du courroux d'Ankara. La Turquie souhaite construire trois centrales d'ici à 2012. À la recherche d'un partenaire local, Areva aurait entamé des discussions avec le holding turque Sabanci. Le groupe Koç serait, quant à lui, en pourparlers avec l'américain Westinghouse. Ce constructeur, aujourd'hui repris par Toshiba, est donné favori depuis la rencontre du président de la République, Abdullah Gül, avec George W. Bush à Washington en janvier. Ce voyage, auquel a participé

le ministre de l'Énergie, Hilmi Güler, a officialisé le rapprochement entre les deux alliés de l'Otan qui étaient en froid depuis l'invasion américaine de l'Irak.

Côté français on estime que «les mécanismes de rétorsion sont plus difficiles à mettre en place sur un marché aussi fermé que celui du nucléaire», ce qui plaide pour le maintien dans la course d'Areva. Et on table sur le retard des Turcs : un premier appel d'offres pour la construction d'une centrale a été repoussé à cet été. L'échéance est cependant jugée peu réaliste en l'état de l'avancement du travail réglementaire et législatif... de quoi laisser du temps à un éventuel réchauffement des relations bilatérales.

Hors des marchés publics, les investissements directs étrangers (IDE) sont les seuls à échapper à la morosité. Pour 2007, la France occupe même le deuxième rang, derrière les Pays-Bas, selon les données turques. Preuve de ce dynamisme, mercredi 6 février, Axa a racheté à Oyak Bank sa part dans leur société d'assurances commune, Axa Oyak, pour 355 millions d'euros.

En revanche, les exportations tricolores en Turquie sont à la peine. L'an dernier, les ventes françaises ont stagné, après avoir progressé d'environ 10 % au cours des années précédentes ! L'entrée en masse des produits chinois et russes n'explique qu'en partie cette contre-performance. Les Allemands mais aussi les Italiens renforcent leur présence avec une hausse de respectivement 17,5 % et 15,8 % de leur volume d'exportations au cours des onze premiers mois de 2007, selon l'Institut national turc de statistiques.

«C'est un bon cas d'école de l'inadaptation structurelle de notre tissu industriel, trop axé sur les grands groupes au détriment des PME», souligne Raphaël Esposito, directeur de la chambre de commerce française. Ainsi, l'automobile constituait le noyau dur des flux français, mais la Turquie est devenue une plate-forme exportatrice dans ce secteur.

Les pays concurrents, eux, ont poussé leurs PME sur ce marché émergent. Or en France, la mauvaise image de la Turquie freine les initiatives. «Contrairement aux entrepreneurs italiens ou allemands, les Français n'ont pas conscience de l'énorme potentiel du marché turc, estime Frédéric Farré, directeur de Turnkey, une structure qui accompagne les sociétés françaises dans le pays. Quand Silvio Berlusconi est venu en Turquie, la délégation comptait 600 patrons !» Une petite trentaine, dont huit patrons de PME, accompagneront Hervé Novelli au cours de son voyage en Turquie à partir de dimanche prochain...

<http://www.lefigaro.fr/economie/2008/02/14/04001-20080214ARTFIG00511-la-france-perd-du-terrainsur-un-marche-turc-florissant-.php>